

## Je suis féministe, ~~mais...~~ et !

### Sommaire

**2** **ÉDITORIAL**  
Des féminismes sur le bout des lèvres...

#### PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNE

**5** Féministes haïtiennes: KANPE I Entre instrumentalisation et solidarité: les féministes haïtiennes devant l'agenda des ONG > Par Andréanne Martel

**13** Féministes contre l'interdiction du *niqab*  
> Par Caroline Jacquet

**20** Québécoises cuisinées par la tradition  
> Par Emmanuelle Doyon

**25** L'écologie: terreau fertile pour le féminisme  
> Par Marie-Anne Casselot

#### IDENTITÉS ET REPRÉSENTATIONS

**33** Être juive et lesbienne. La recherche de visibilité dans la tradition comme moyen de développer une identité féminine à part entière > Par Jana Tostado

**39** Une posture imprécise. Sexe, race et tensions narratives dans *A Mercy* de Toni Morrison > Par Ariane Gibeau

**44** Entre voilement et dévoilement: subjectivités féminines dans *Turbulent* de Shirin Neshat > Par Rania Aoun

**50** Les hommes (pro)fémnistes: polyphonie sur les pratiques et réflexions > Par Francis Gilbert

#### CORPS ET SEXUALITÉS

**57** Le cinéma pornographique féministe  
> Par Caroline Roberge

**64** Corps contre Corps > Par Valérie Lapointe

**65** *Faking it*: le faux-féminisme dans les téléséries contemporaines au féminin. Une analyse comparative de *Sex and the City* et *Secret Diary of a Call Girl*  
> Par Jessica Hamel-Akré

**72** À la recherche d'une identité perdue  
> Par Parastou Haghi

#### Comité de rédaction

Béatrice Châteauvert-Gagnon, Julie Depelteau, Jessica Hamel-Akré, Caroline Jacquet, Vanessa Langlois et Andréanne Martel.

#### Crédits photographiques

Emmanuelle Doyon, Marie Garand, Parastou Haghi, Kay Fanm, Andréanne Martel et Angela Radulescu.

**Design graphique, illustrations et couverture:** Marie Garand.

#### Impression

Reprod. Tirage: 250 copies françaises. Papier: Offset Enviro 100.

#### Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Canada, 2011.  
Bibliothèque nationale du Québec, 2011.

ISSN 1911-4176

© FéminÉtudes, les auteurs-es.

## Féministes haïtiennes : KANPE !

### Entre instrumentalisation et solidarité : les féministes haïtiennes devant l'agenda des ONG

Par Andréanne Martel, candidate à la maîtrise en science politique



*Qu'à cela ne tienne ! Les femmes haïtiennes, gardiennes d'un mouvement combatif, contesté, parfois fracturé et pourtant bouillonnant, n'ont pas perdu leur fougue dans le séisme dévastateur de janvier 2010. Non seulement se sont-elles relevées des nombreuses pertes, mais elles ont revendiqué leur place dans la reconstruction du pays. À la suite de discussions que j'ai eu la chance d'avoir avec des représentantes éminentes du mouvement des femmes en Haïti, je vous entraînerai sur le parcours de ces femmes, leurs ambitions, leurs projets, leurs visions du mouvement et leurs luttes quotidiennes pour se tenir debout (Kanpe en créole). De leurs luttes devant le machisme ambiant pour promouvoir la participation des femmes dans la reconstruction post-séisme, mais surtout d'une lutte contre leur propre instrumentalisation par l'aide internationale.*

#### Des femmes, des féministes, des mouvements – Parcours de femmes

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les groupes de femmes, à l'instar de la société civile haïtienne, bouillonnent de vie au lendemain du séisme de janvier 2010. Bien loin de la vision misérabiliste que la communauté internationale, par la vitrine des médias, tend à nous présenter, les femmes et les groupes que j'ai visités à Port-au-Prince avaient la fougue dans les yeux et les bras chargés de travail. Partie à la rencontre de ces femmes, deux en particulier, j'ai pu entrevoir la complexité et la vitalité du mouvement des femmes en Haïti.

La première, Yvette Jeanty, est directrice et cofondatrice de l'organisation *Kay Fanm* (en créole Maison des Femmes).<sup>1</sup> Cette institution œuvre dans le paysage féministe haïtien depuis 25 ans auprès des femmes et des filles victimes de violence

ainsi qu'à la défense des droits des femmes haïtiennes. Particulièrement active dans la défense juridique de victimes de violences, *Kay Fanm* joue un important rôle de plaidoyer auprès de la société haïtienne et de ses gouvernants. Se définissant comme l'un des rares groupes féministes en Haïti devant une pléiade de groupes de femmes, *Kay Fanm* fait partie de la CONAP (Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes), la principale association d'organisations féministes en Haïti. Femme haïtienne charismatique, Yvette Jeanty m'accueillera dans sa *maison des femmes* comme l'une des leurs.

Une seconde rencontre, avec Rose-Anne Auguste, connue sous son nom de scène *Lody Auguste* me fera connaître un autre visage du mouvement des femmes en Haïti : celui des groupes communautaires. Cette dernière me recevra dans un quartier précaire, celui de Carrefour-feuille, où elle a mis sur pied il y a 18 ans un centre de santé pour les femmes ; la *Klinik Sante Fanm* soutenue par l'association *Aprosifa* dont elle est la fondatrice et la coordinatrice. Lody Auguste définit elle-même son organisation comme une association de quartier qui accompagne la population dans la prestation en soin de premier niveau, mais avec une sensibilité pour les femmes. « On fait beaucoup de sensibilisation, on a des ateliers sur les lois sexuelles reproductives, on travaille avec les hommes et avec les femmes, on a des ateliers sur l'égalité de genre, on produit du matériel éducatif pour intensifier des analyses par rapport à l'égalité de genre et des violences faites aux femmes. »<sup>2</sup> Révélant une autre tendance du mouvement des femmes en Haïti, Lody Auguste milite dans les sphères politiques, notamment à titre de représentante des ONG haïtiennes à la Commission intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) dirigée par Bill Clinton. Pourtant, et contrairement à Yvette Jeanty de *Kay Fanm*, elle refuse catégoriquement de se positionner

comme étant à la tête d'une organisation féministe. Intrigant pour une femme aussi engagée dans la lutte pour la défense et la santé des femmes.

### Nous sommes féministes, mais...

Cette simple question, celle qui demande de s'affirmer ou non comme féministe, nous permet de créer une brèche pour entrevoir autant la richesse que la complexité du mouvement des femmes en Haïti. Les raisons que chacune invoque pour s'identifier ou non comme féministe ne peuvent se comprendre qu'à travers l'histoire spécifique du mouvement. Nous rappelant que chaque contexte culturel recèle ses propres logiques et réalités.

La menace qui guette encore et toujours les groupes de femmes du Sud ne fait pas exception en Haïti ; soit celui d'être considérées comme des marionnettes des féministes du Nord. La discussion était à peine entamée, et déjà Yvette Jeanty me soulevait la principale critique formulée à l'égard de *Kay Fanm* depuis sa création, même après 25 ans de lutte pour les droits des femmes haïtiennes, soit d'être une organisation aux services des féministes blanches du Nord.<sup>3</sup> Aux dires de Mme Jeanty, l'étiquette féministe a longtemps stigmatisé ces femmes comme étant des pestiférées, des imitatrices des féministes petites-bourgeoises occidentales.

A contrario, comme si elles se répondaient, Rose Anne Auguste m'explique son refus de catégoriser son association *AprosiFa* comme une organisation féministe. Allant jusqu'à dire que ce refus est en soi une position politique par rapport aux organisations féministes haïtiennes, Rose Anne souhaite ainsi se dissocier d'un féminisme bourgeois à la solde des mouvements occidentaux.<sup>4</sup> « Nous avons une approche anthropologique, nous intervenons dans un quartier où les stratégies des femmes sont complexes et on ne veut pas venir avec des recettes féministes sans tenir compte des réalités des femmes. »<sup>5</sup> Le féminisme est donc non seulement considéré comme exogène, mais il serait aussi trop figé pour s'adapter aux contextes des femmes haïtiennes. Cette position n'est évidemment pas uniquement caractéristique d'Haïti et divise nombre de groupes de femmes dans les pays du Sud.<sup>6</sup>

L'appartenance au mouvement féministe serait aussi une question d'allégeances. Yvette Jeanty m'apprendra que les organisations féministes sont toutes membres de la CONAP (Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes), les organisations ne souhaitant pas en faire partie, seraient d'emblée à l'extérieur de cette « communauté féministe ». Ainsi, cet enjeu, caractéristique du contexte haïtien, pose

l'identification au mouvement féministe en des termes singuliers, propres à leur contexte.

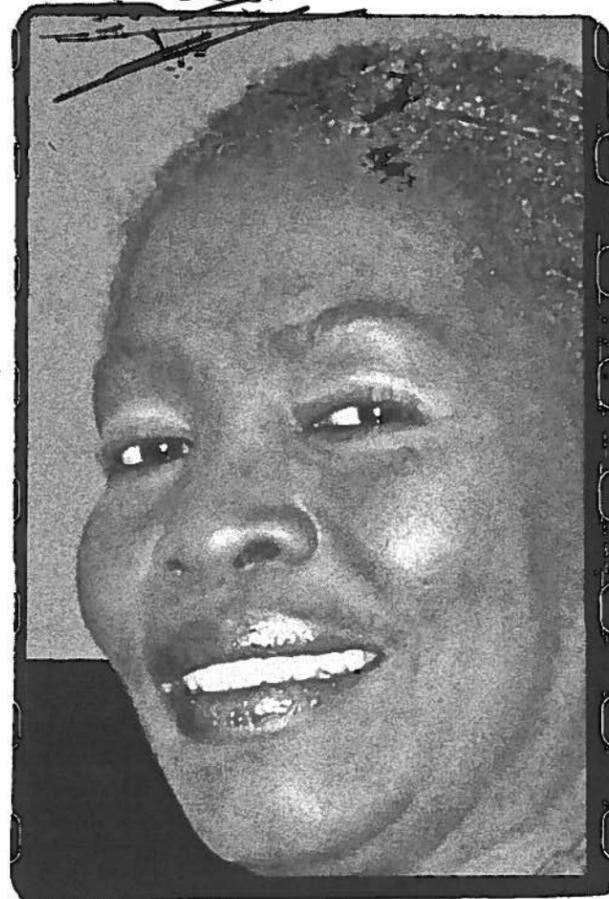
Malgré les débats qui alimentent le mouvement et définissent leurs allégeances, les discours qu'émettent ces femmes se retrouvent à travers des enjeux qui leur sont communs. Soit la nécessité d'intégrer les femmes à la reconstruction du pays, ainsi que le risque, toujours présent, de se laisser instrumentaliser par les bailleurs de fonds du Nord, féministes ou pas !

### Femmes haïtiennes KANPE devant le séisme !

Le 12 janvier 2010, la terre tremblait en Haïti. Elle a tremblé au point d'enlever la vie à plus de 250 000 personnes, dont 70 % de femmes dans certaines régions du pays.<sup>7</sup> En l'espace de quelques secondes, c'est toute la population haïtienne qui voyait son quotidien voler en éclats. Les groupes de femmes, à l'instar de l'ensemble de la société haïtienne, n'ont pas été épargnés par le séisme et les suites de celui-ci. *Kay Fanm* a perdu des figures de proue de son organisation, comme des dizaines de membres et militantes lorsque ses locaux se sont en partie effondrés.<sup>8</sup> Plusieurs militantes féministes manquent à l'appel, mentionnons Myriam Merlet, cette ancienne directrice du cabinet du Ministère de la Condition féminine, ou Anne-Marie Corialan, cette militante engagée dans les quartiers défavorisés, sans oublier Magalie Marcelin, fondatrice de *Kay Fanm*. Les femmes haïtiennes, piliers de la société, subvenaient chacune, en moyenne, aux besoins de six personnes. « Avant le 12 janvier, 80% de la survie des familles en Haïti reposait sur les épaules des femmes, qu'elles soient professionnelles ou petites revendeuses, en couple ou chefs de foyer ». Suite au séisme, ces chiffres ont décuplé.

Dans les suites du séisme, les rapports d'organisations internationales se multiplient pour rappeler la vulnérabilité des femmes et des filles haïtiennes.<sup>10</sup> Violences sexuelles, insécurité alimentaire, responsabilité des enfants, promiscuité dans les camps et difficulté d'approvisionnement, feraient d'elles des cibles ou des personnes à grandes vulnérabilités. Sans nier que les femmes puissent être spécifiquement affectées dans un contexte de crise, leur faire porter le fardeau de la victime tend à les fragiliser, voire à les infantiliser, plutôt qu'à les considérer comme des survivantes<sup>11</sup>, des actrices de leur survie, et comme dans le cas d'Haïti; des cheffes de famille. Participant à marginaliser le rôle des femmes dans la reconstruction du pays, cette tendance à la victimisation semble confirmer le désir des autorités haïtiennes de faire fi des propositions émanant des groupes de femmes haïtiennes pour augmenter leur participation citoyenne.

# Kanpe!



Photographie : © 2011 Cointoise de Kay Fanm

Yvette Jeanty est directrice et cofondatrice de l'organisation *Kay Fanm* (en créole *Maison des Femmes*).

En effet, au lendemain du séisme, le gouvernement haïtien a mis sur pied un *Plan d'Action pour le relèvement et le développement national* (PARDN). Un plan devant contenir les bases de la reconstruction du pays. Seul hic, les organisations de la société civile ont été exclues du processus dont ce plan est l'aboutissement.<sup>12</sup> Pourtant, afin de s'assurer de leur participation dans la reconstruction post-séisme, de nombreux mouvements sociaux, incluant les groupes de femmes, ont adressé au gouvernement des recommandations relatives à la reconstruction.<sup>13</sup> Celles-ci étaient présentées au gouvernement haïtien à la veille de la conférence des donateurs à New York le 31 mars 2010. Signe du peu d'intérêt accordé à la société civile par l'État haïtien, à la date de rédaction de cet article, aucune réponse n'avait été formulée à ces groupes sociaux, les groupes de femmes ne faisant pas exception. Ces derniers ont par ailleurs collectivement critiqué le traitement limité des ques-

tions liées aux femmes et à l'égalité des sexes dans le PARDN, tout en soulignant le rôle déterminant que les femmes haïtiennes jouent dans la reconstruction du pays.<sup>14</sup>

Devant cette indifférence, des groupes de femmes se sont organisés pour créer différentes plates-formes réunissant leurs propositions adressées au gouvernement. En tête de file, le Collectif Haïti Égalité, qui regroupe une centaine de groupes féministes locaux et internationaux, a publié le *Rapport parallèle sur le genre*<sup>15</sup> qui contient des propositions pour augmenter la participation des femmes à la reconstruction. Rappelant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant des États membres la pleine participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision<sup>16</sup>, le collectif propose notamment l'intégration de femmes dans diverses instances politiques du pays comme la CIRH (5 femmes sur 26 membres, dont aucun ne représente le mouvement des femmes). Une seconde initiative, la plate-forme *Femmes citoyennes Haïti solidaires*, regroupe quelques dizaines de groupes dans tout le pays. Ces femmes souhaitent promouvoir la participation citoyenne à la définition et à la mise en œuvre de la reconstruction d'Haïti.<sup>17</sup> Elles défendent le droit des femmes à l'expression publique, à la participation aux grands débats sociaux et à l'accès équitable aux ressources d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction. Au regard de cette dernière proposition, ses instigatrices avaient vu juste : l'arrivée massive d'aide internationale peut être porteuse d'opportunités pour les femmes, autant qu'être une menace à leur indépendance.

### Cette instrumentalisation qui nous guette : les féministes haïtiennes devant l'agenda des ONG

Le risque d'être considérées comme porteuses d'idées et d'intérêts occidentaux n'est qu'un des pièges qui guettent les groupes de femmes en Haïti. Dans le contexte haïtien, inondé par la présence d'organisations internationales depuis le séisme de janvier 2010<sup>18</sup>, la menace de voir la mission de son organisation disparaître sous les priorités imposées par ces dernières demeure incontournable. L'enjeu du financement des groupes de femmes demeurant central, l'arrivée massive d'organisations de toutes sortes; ONG, bailleurs, fondations, groupes religieux, État, bouscule les priorités de certaines organisations de femmes soumises à la logique perverse de dépendance au financement. Une logique où les groupes locaux, pour avoir du financement, doivent aligner leur mandat à celui des bailleurs, qui eux, connaissent rarement les réalités et besoins du terrain. Dans un contexte où les enjeux liés aux femmes attirent de plus en plus les acteurs internationaux et les bailleurs, les groupes de femmes doivent demeurer vigilants.

Dans cette logique de dépendance au financement, la participation de groupes de femmes locaux devient une mine d'or pour les ONG internationales qui défendent aussi leurs projets face à leurs propres bailleurs de fonds.

Cet intérêt pour les enjeux liés aux femmes a émergé durant la décennie 1990. Depuis, les organisations non gouvernementales œuvrant dans le développement comme dans l'humanitaire concentrent leurs efforts vers une plus grande considération du genre dans leurs programmes. Cette tendance provient de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies organisée à Beijing en 1995 qui a lancé ce qu'on appellera plus tard le concept du *Gender Mainstream* ou intégration transversale du genre. Celui-ci implique qu'on intègre dans l'ensemble des programmes des considérations ou un volet spécifique sur les questions de genre et de l'équité hommes-femmes. Selon ONU Femmes :

Gender Mainstreaming is a globally accepted strategy for promoting gender equality. Mainstreaming is not an end in itself but a strategy, an approach, a means to achieve the goal of gender equality. Mainstreaming involves ensuring that gender perspectives and attention to the goal of gender equality are central to all activities - policy development, research, advocacy/ dialogue, legislation, resource allocation, and planning, implementation and monitoring of programmes and projects.<sup>19</sup>

Cette stratégie a eu un impact significatif sur les bailleurs et agences internationales, les ONG œuvrant dans l'humanitaire et le développement international ont majoritairement intégré un volet genre dans leur programme. Cette tendance a toutefois eu des effets pervers inattendus, comme le souligne Yvette Jeanty, puisque l'exigence d'avoir un volet « femme » ou « genre » (ces notions étant souvent présentées à tort comme interchangeables) au sein des agences internationales a incité des groupes d'hommes ou des groupes n'ayant pas de sensibilité pour la cause féministe à créer des sections femmes.<sup>20</sup> Ainsi récupérées, ces sommes sont détournées des organisations véritablement féministes ou de celles qui œuvrent auprès des femmes depuis longtemps. À l'instar de l'analyse qu'avait faite la sociologue féministe Jules Falquet des groupes de femmes latino-américains, on observe une reprise du discours du genre non seulement par les institutions néolibérales comme le FMI, la Banque mondiale et les Nations Unies, mais aussi du point de vue des ONG. Celles-ci se qualifient de féministes, ou reprennent certaines revendications; et nous portent à nous questionner sur cette identification et le sens qu'on

doit lui donner. « Nous sommes féministes, mais nous ne prenons pas en compte les féministes locales ». Ainsi, le risque de voir les priorités de ces dernières s'aligner sur ces institutions demeure un enjeu majeur, sans oublier la dilution de leur combativité dans un discours plus institutionnel.<sup>21</sup> Dans le cas haïtien, les ONG humanitaires internationales n'échappent pas à cette logique et se présentent devant les groupes de femmes haïtiennes avec leur propre agenda.

Ainsi, dans un premier temps, pour avoir accès à du financement, les ONG doivent intégrer des projets visant les femmes dans leurs programmes. Et, dans un deuxième temps, une autre tendance participe à l'instrumentalisation des groupes de femmes haïtiennes. En effet, un consensus dans la communauté humanitaire s'est récemment forgé concernant la nécessité d'impliquer les organisations locales afin de permettre la pérennité des projets.<sup>22</sup> Ainsi, on ne recherche plus uniquement des programmes axés sur le genre femme, mais les bailleurs exigent aussi la participation de groupes de femmes et la création de partenariats avec ceux-ci. En ce sens, s'associer à des groupes de femmes haïtiennes devient payant pour des ONG internationales. Et ce, sans égard au type de partenariat créé ou au niveau d'engagement du partenaire haïtien.

Dans cette logique de dépendance au financement, la participation de groupes de femmes locaux devient une mine d'or pour les ONG internationales qui défendent aussi leurs projets face à leurs propres bailleurs de fonds. En entrevue avec une représentante de l'organisation *International Rescue Committee* (IRC) qui finance notamment des projets de *Kay Fanm*, celle-ci me confiait : « C'est un peu la course aux partenaires locaux. Les gens veulent absolument avoir des partenariats parce que c'est très vendeur dans les propositions de projets. En ce moment les organisations internationales ont l'embaras du choix, ils essaient de prendre tous les financements. »<sup>23</sup> Pourtant, elle admet que ces partenariats sont souvent superficiels et les priorités du projet sont davantage orientées vers les priorités des bailleurs que vers les besoins des partenaires. Devant cet indéniable constat, la représentante d'IRC m'informait de ses suggestions à l'organisation. « Ne pas mettre des partenaires à la hâte "dans les demandes de financement", penser le partenariat avant l'écriture du projet, construire la conception du projet avec le partenaire [...] et identifier les besoins en renforçant les capacités du partenaire. »<sup>24</sup>

Ainsi, actuellement en Haïti, la lutte pour le financement oblige les organisations à mettre sur pied les propositions les plus vendeuses que possible, et ce, sans égard aux priorités du partenaire, soit les groupes de femmes haïtiennes. Dans un communiqué de presse paru dans le quotidien haïtien *Le Nouvelliste*, des féministes haïtiennes en rajoutent, s'en prenant aux approches utilisées par les ONG internationales qui souhaitent travailler avec elles.

Les féministes ont exprimé leur désaccord sur les approches adoptées, car, ces ONG veulent systématiquement faire fi de toutes les expériences de lutte et des savoir-faire acquis, au cours des 25 dernières années, pour la promotion, la défense et le respect des droits des femmes et des filles, notamment en ce qui concerne les violences spécifiques fondées sur l'appartenance au sexe féminin. Ces ONG se plaisent à raconter que le mouvement féministe a été emporté par le séisme. C'est peut-être la réalité quotidienne des militantes qui, en dépit de leurs pertes, ont su rapidement se redresser pour poursuivre le combat, pour continuer à accueillir et à offrir des services adéquats aux femmes et filles victimes de toutes les formes de violence.<sup>25</sup>

S'il ne s'agit pas d'une nécessité financière, le besoin de légitimité et de crédibilité d'un projet entraîne à son tour les acteurs internationaux à vouloir obtenir pour leur projet la « collaboration » d'acteurs locaux, dans ce cas-ci des groupes de femmes. Cette « collaboration » se fait encore une fois sans égard aux intérêts et aux priorités des groupes ciblés.

Un exemple éloquent à cet égard est survenu au printemps dernier lorsque la Fondation Reuters a décidé de lancer un forum sur la question des violences sexuelles dans les camps. Suite à une brève rencontre avec les femmes représentant les groupes actifs sur la question, ils utiliseront le nom de ces dernières (notamment de *Kay Fanm*) comme étant parties prenantes au projet, nonobstant les réticences de celles-ci à se joindre au forum de Reuters. À défaut de leur avoir donné officiellement leur consentement, des organisations comme *Kay Fanm* et SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes) se sont vues contraintes de rectifier dans un article du quotidien *Le Nouvelliste*, qu'elles n'avaient en aucune façon donné leur consentement pour participer à ce projet de forum sur les violences sexuelles. Elles préciseront, par la voix de Danièle Magloire, cofondatrice de *Kay Fanm* et représentante de Droits et démocratie en Haïti : « *Kay Fanm* et SOFA sont d'autant plus étonnés que la position des organisations ayant rencontré

la Fondation Thomson/Reuters avait été exprimée sans équivoque par rapport à la tenue de ce forum. Selon l'objet annoncé de la rencontre, celle-ci portait sur la législation concernant les droits des femmes et des filles et non pas sur leur participation au forum. »<sup>26</sup> Ainsi, sans véritablement que ces dernières se soient jointes au forum, la Fondation utilise leur nom pour légitimer leur travail. Loin d'être anecdotique, cet événement nous mène à notre questionnement initial : qui fixe l'agenda des priorités ?

### Violence conjugale ou violence sexuelle ?

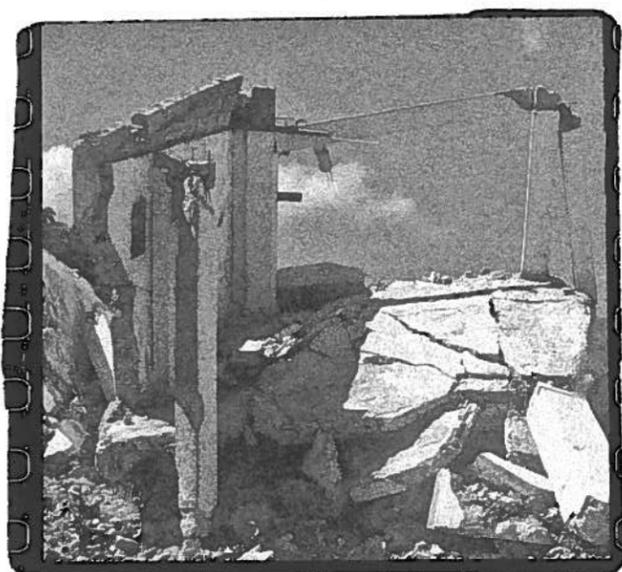
La question de la violence sexuelle et plus particulièrement du viol dans les camps de déplacés en Haïti semble être un bon exemple de la hiérarchisation des priorités par des acteurs étrangers. La lutte contre le viol dans les camps est devenue le nouveau *leitmotiv* de la communauté internationale. Un consensus s'est forgé devant la nécessité d'intervenir devant la violence sexuelle subie par les femmes dans les milliers de camps de déplacés. Une lutte louable, voire même *sexy* aux yeux de la communauté internationale.

Personne ne souhaite nier les violences subies par des femmes et fillettes dans ces espaces de grande instabilité où les Haïtiennes vivent dans des conditions de précarités inacceptables. Plus de 16 mois après le séisme, environ 650 000 personnes vivaient encore dans ces camps de fortune.<sup>27</sup> Toutefois, la fixation de la communauté internationale sur les violences sexuelles subies dans les camps voile d'autres problèmes sous-jacents, notamment la victimisation des femmes dans le discours des ONG, la stigmatisation de comportements considérés « culturels » ainsi que la marginalisation d'autres formes de violences.

### Victimisation et stigmatisation : les Haïtiens, ces violeurs

« Les féministes considèrent qu'il y a une surenchère médiatique internationale entourant la problématique du viol dans les camps en Haïti. Cette surenchère voudrait faire croire qu'il y a "une épidémie de viols" dans le pays. »<sup>28</sup>

Cette citation, reprise d'un communiqué de presse rédigé par des féministes haïtiennes,<sup>29</sup> dénonce ce discours alarmiste de la communauté internationale sur la question des violences sexuelles dans les camps. Un discours qui rapporte beaucoup aux ONG qui interviennent dans ces camps. Pourtant, comme le souligne Yvette Jeanty, selon les chiffres rassemblés par *Kay Fanm*, la SOFA (*Solidarité Fanm Ayisyen*), l'Hôpital général de Port-au-Prince et la PNH (Palice nationale d'Haïti), il y aurait plutôt eu une tendance à la baisse des violences



À l'été 2011, 61% des sinistrés du séisme auraient quitté les camps selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), faisant chuter le nombre de déplacés à 594 000 déplacés. Néanmoins, il restait encore près de 900 camps dans l'ensemble du territoire haïtien.

depuis les années antérieures.<sup>30</sup> Même son de cloche du côté de Lody Auguste, qui reçoit dans son centre de santé les victimes d'agressions sexuelles. Selon elle, les camps de Carrefour-feuille n'ont pas laissé place à plus de violences sexuelles, puisqu'ils étaient formés de voisins, d'individus appartenant aux mêmes communautés et ainsi les familles protégeaient leurs jeunes filles. Cette idée qu'avec les camps viennent les viols est un cliché pour la directrice de l'Association Aprosifa. Les ONG transposent des réalités observées ailleurs, notamment dans des camps sur le continent africain, dans le contexte haïtien.

Ainsi, la surenchère médiatique à laquelle font référence les groupes de femmes est bien présente. Une surenchère qui participe non seulement à la victimisation des femmes, mais à la stigmatisation des hommes. « Suivant cette logique [des organisations internationales], le viol serait une maladie haïtienne, la majorité des Haïtiens seraient fondamentalement des prédateurs sexuels et les Haïtiennes ne se définiraient qu'en tant que "victimes". »<sup>31</sup> Ainsi essentialisée, la violence sexuelle devient une tendance lourde, voire même un trait culturel chez les Haïtiens. Faisant référence à la fascination morbide des médias sur les violences sexuelles perpétrées en RDC, la réflexion suivante pourrait sans doute s'appliquer

à Haïti : « *Most media reports have recycled and reinforced familiar colonial images and fantasies in their representations of the violence. The ways in which reports and media coverage thus contribute to a recycling and reinforcement of racialised stereotypes is clearly inherently problematic.* »<sup>32</sup>

Un second impact de la fixation sur les violences sexuelles est la sous-estimation des autres formes de violences. Comme le souligne un rapport de l'OMS suivant une enquête auprès de 1505 femmes, 70 % d'entre elles avaient subi de la violence conjugale, dont 37 % à caractère sexuel et 33 % à caractère physique.<sup>33</sup> « Ce battage médiatique [...] ne s'intéresse qu'aux viols perpétrés dans les camps; comme si la très grande majorité des populations haïtiennes ne vit pas dans d'autres espaces, tels que les quartiers populaires, les bidonvilles et le milieu rural; comme si ces populations ne vivent pas dans des conditions désastreuses qui exposent les femmes et les filles à toutes sortes de violences. »<sup>34</sup>

Dans le même sens, Lody Auguste s'inquiète davantage des violences commises quotidiennement dans les quartiers que dans les camps.<sup>35</sup> D'autant plus que cette violence latente ne récolte pas d'argent et ne bénéficie pas de couverture médiatique, bien au contraire. Lody Auguste et son organisation travaillent à pacifier leur quartier en luttant contre les violences avant que celles-ci ne surviennent, mais la prévention de la violence, surtout à l'extérieur des camps, se voit accorder très peu d'intérêt par les organisations qui ne comprennent pas toujours les réalités locales. « Les organisations internationales qui travaillent dans le secteur du GBV [Gender based violence] veulent ouvrir des cliniques spécifiques de GBV, alors qu'ici les femmes ont différents services, elles ne sont pas étiquetées [comme victimes]. »<sup>36</sup>

Cette priorisation de projets d'élimination des violences sexuelles dans les camps par la communauté internationale, au détriment d'autres formes de violence, notamment les violences conjugales, n'a rien de nouveau. Les pays aux prises avec des crises politiques, des violences massives et une forte présence internationale voient souvent ce phénomène émerger. Un rapport observe les impacts de cette tendance au Congo RDC. « *While other forms of violence and abuse have also been committed on a massive scale, it is sexual violence that has attracted the lion's share of attention, especially among "outside" observers. Countless reports, newspaper articles, newsclips, appeals and documentaries have been devoted to the issue, which has been described as the "monstrosity of the century",<sup>1</sup> "femicide", a "systematic pattern of destruction toward the female species"*<sup>2</sup>

"incomprehensible",<sup>3</sup> the "worst in the world",<sup>4</sup> etc. »<sup>37</sup> Un discours misérabiliste qui transcende les crises et qui fait dire à Yvette Jeanty que ces organisations internationales cherchent à se relever à partir de leur propre malheur.<sup>38</sup>

Elle reste toutefois optimiste quant à la possibilité d'échapper ou de minimiser les impacts de cette logique d'instrumentalisation en faisant preuve d'un peu de souplesse. Elle soulignera notamment la capacité de son organisation à maintenir son mandat auprès des femmes tout en s'adaptant aux projets que leur confient leurs bailleurs. Kay Fanm a pu ouvrir un centre d'hébergement pour les jeunes filles, puisque l'un de ses bailleurs souhaitait réorienter le financement vers ces dernières, tout en continuant de défendre et de travailler auprès des femmes adultes grâce à ce nouveau service. Ainsi, cet intérêt de la communauté internationale pour les Haïtiens et les Haïtiennes depuis le séisme doit être porteur d'opportunités et c'est en partie aux organisations locales de parvenir à affirmer leur place et à tirer avantage de cette attention.

### Les femmes haïtiennes dans l'histoire...

Pour conclure, Yvette Jeanty me confie un autre de ses combats; celui de la reconnaissance des femmes haïtiennes dans l'histoire du pays et dans la construction de la démocratie. Une démocratie que les femmes ont contribué à ouvrir suite aux dictatures des Duvalier. Alors qu'il n'existait qu'une seule organisation de femme avant 1984, la Ligue féminine d'action sociale, la fin de ce régime a vu éclore des dizaines de groupes. Kay Fanm a débuté dans cette période trouble par des activités qu'elle qualifie d'innocentes comme des émissions de radio, des séminaires de formation avec les ouvrières et les travailleuses domestiques, des théâtres populaires, etc.

Ainsi, au-delà de l'implication des groupes de femmes dans des enjeux spécifiquement « féminins » comme la violence faite aux femmes ou l'accès aux soins de santé, les femmes haïtiennes ont joué un rôle clé dans plusieurs moments forts de l'histoire d'Haïti. Pourtant, elles sont encore très marginalisées lorsqu'on évoque le passé glorieux du pays, notamment dans la lutte pour l'indépendance de la première république noire.

Rendre les femmes visibles, par exemple en faisant un plaidoyer auprès des gouvernants afin de faire reconnaître leur rôle dans l'histoire. Alors qu'il existe la place des héros, rien ne souligne la place des héroïnes de l'histoire haïtienne. Suite à des pressions de ces femmes, la place Catherine Flon, reconnue non seulement pour avoir cousu le drapeau d'Haïti,

mais aussi pour son implication politique, a été baptisée et une statue sera érigée. Des démarches ont aussi été effectuées pour changer des noms de rues et de quartiers en l'honneur de femmes haïtiennes. En ce sens, les féministes haïtiennes attendent leur tour, attendent le moment où leur histoire sera écrite.

Qu'il s'agisse de promouvoir la participation citoyenne des femmes haïtiennes auprès des Haïtiens eux-mêmes, de défendre leur lutte et leur mission devant l'arrivée des organisations internationales ou de rendre les femmes visibles en réécrivant une histoire inclusive, les femmes haïtiennes s'activent. Certes, le travail reste immense, mais avec l'énergie et la vitalité de groupes comme Kay Fanm et Aprosifa, et ce, peu importe l'étiquette qu'on leur accole, féministe, militante ou citoyenne, les femmes haïtiennes sont bien vivantes, bien présentes, debout, KANPE !

### Notes de l'auteur

1. Entretien avec Yvette Jeanty, directrice et cofondatrice de Kay Fanm, jeudi 12 mai 2011, Pacot, Port-au-Prince.
2. Entretien avec Rose Anne Auguste, directrice et fondatrice de l'Association Aprosifa et de la Klinik Sante Fanm, lundi 16 mai 2011, Carrefour-Feuille, Port-au-Prince.
3. Entretien avec Yvette Jeanty, directrice de Kay Fanm, Op. cit.
4. Entretien avec Rose Anne Auguste, directrice et fondatrice de l'Association Aprosifa et de la Klinik Sante Fanm, Op. cit.
5. Ibid.
6. Il suffit de s'intéresser à de nombreuses féministes appartenant au courant postcolonial pour retrouver cette opposition entre les groupes de femmes « occidentalisées » et les groupes qui souhaitent se positionner dans les luttes locales en tenant compte de leur identité de femmes « de couleur », de femmes musulmanes ou autres caractéristiques identitaires. La conférence des Nations Unies de Beijing sur « La Femme » en 1995 demeure un emblème de cette rupture entre féministes du Nord et du Sud sur les enjeux à mettre à l'agenda international.
7. Ariane Emond, « Reconstruction d'Haïti : pas sans les femmes », *La Gazette des femmes*, novembre-décembre 2010. Disponible en ligne : <http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-43-1258.pdf>.
8. Lors de ma visite, en mai 2011, les femmes travaillaient et animaient les activités de formation et d'alphabetisation dans une seule et même pièce. Le bâtiment, incluant les pièces où étaient hébergées les femmes victimes de violences, étant encore trop instables pour recommencer à les utiliser.
9. Ariane Emond, Op. cit.



10. Amnesty International, «Haïti. Doublement touchées. Des femmes s'élèvent contre les violences sexuelles dans les camps», 6 janvier 2011. Disponible en ligne : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AMR36/001/2011/fr/2fa78978-cddc-4732-82e1-eb26-70f583f0/amr360012011fra.html> ou ALNAP, «Haiti Earthquake», juillet 2010. Disponible en ligne : <http://www.alnap.org/pool/files/ha%C3%AFti-analyse-contextuelle.pdf>.
11. Les effets d'un discours victimisant les femmes ont maintes fois été abordés dans la littérature dans le cadre de conflits ou simplement dans les violences quotidiennes qu'elles subissent. Sharon Lamb, *New version of victims : feminist struggle with the concept*, NYU Press, New York, 1999, 217 pages. Ou Michelle L. Meloy et Susan L. Miller, *The victimization of women : Law, policies and politics*, Oxford, Oxford University Press, 2011, 256 pages.
12. Des critiques notamment soulevées par Camille Chalmers, directeur de la Plate-forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif, «Haïti six mois après le séisme toujours dans l'impasse», 22 juillet 2010. Disponible en ligne : [http://www.papda.org/article.php3?id\\_article=662&var\\_recherche=paradn](http://www.papda.org/article.php3?id_article=662&var_recherche=paradn).
13. Conférence de Danièle Magloire, «Haïti : Participation des organisations de femmes dans la reconstruction post-séisme», *Synthèse d'une conférence organisée par le Centre de Ressources et d'Information (CRI) à Port-au-Prince en avril 2011*. Port-au-Prince, mai 2011.
14. L'engagement du Canada en Haïti, «Les plans stratégiques de la reconstruction d'Haïti : l'engagement du Canada en Haïti», *Droit & démocratie*, Fiche 4., 2010. Disponible en ligne : [http://www.ichrdd.ca/site/\\_PDF/haïti/Fiche4-Haïti\\_fr.pdf](http://www.ichrdd.ca/site/_PDF/haïti/Fiche4-Haïti_fr.pdf).
15. Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (Oregand), «Rapport parallèle sur le genre : Recommandations principales», disponible en ligne : <http://www.oregand.ca/files/recommandations-rapport-parallele.pdf>.
16. Organisation internationale de la francophonie (OIF Genre), «Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies», consultée en ligne le 4 juillet 2011. Disponible en ligne : <http://genre.francophonie.org/spip.php?article73>.
17. Carole Roy, Martine Fourcand et all., «La plateforme femmes citoyennes Haïti solidaire», 19 mars 2010. Disponible en ligne : <http://www.oregand.ca/veille/2010/03/la-plateforme-femmes-citoyennes-haiti-solidaire.html>.
18. Dans la foulée du séisme, le président de la CIRH, Bill Clinton identifiait Haïti comme le 2<sup>e</sup> pays ayant le nombre d'ONG per capita le plus élevé au monde. Des estimations allant jusqu'à 15 000 organisations non gouvernementales ont circulé dans les mois suivant le séisme. «Readout of President Clinton's Meeting with the NGO Community Working in Haïti», Clinton Foundation, 3 août 2010. Disponible en ligne : [http://haïti.clintonfoundation.org/news\\_detail.php?id=93&source=1](http://haïti.clintonfoundation.org/news_detail.php?id=93&source=1).
19. OSAGI Gender mainstreaming, «Gender mainstreaming», *UN women*. Disponible en ligne : <http://www.un.org/womenwatch/osagi/gendermainstreaming.htm>.
20. Entrevue avec Yolette Jeanty, directrice de *Kay Fanm*, *Op. cit.*
21. Jules Falquet, «Femmes, féminisme et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales» dans *Regards de femmes sur la globalisation - Approches critiques*, sous la direction de Jeanne Bisilliat, Paris, Karthala, 2003, pp. 75-112.
22. François Grünewald, *Bénéficiaires ou partenaires. Quels rôles pour les populations dans l'action humanitaire*, Karthala, Paris, 2005, 432 pages.
23. Entrevue avec une représentante d'IRC, jeudi 28 avril 2011, Port-au-Prince.
24. Ibid.
25. Danièle Magloire et Olga Benoit, «Clarifications de *Kay Fanm* et de SOFA», *Le quotidien Le Nouvelliste*, 9 mai 2011. Disponible en ligne : <http://www.lenouvelliste.com/article.php?PubID=1&ArticleID=92212>.
26. Ibid.
27. Organisation internationale pour les migrations (OIM), «Le nombre d'Haïtiens quittant les camps de déplacement diminue», 24 juin 2011. Disponible en ligne : <http://www.iom.int/jahia/Jahia/media/press-briefing-notes/pbnAM/cache/offonce/lang/fr?entryId=29814>.
28. Danièle Magloire et Olga Benoit, *Op. cit.*
29. Ibid.
30. Entrevue avec Yolette Jeanty, directrice de *Kay Fanm*, *Op. cit.*
31. Danièle Magloire et Olga Benoit, *Op. cit.*
32. «La majorité des reportages médiatique ont recyclé et renforcé les images coloniales familières et fantaisistes dans leurs représentations de la violence. [ ] La façon dont ces reportages et médias couvrent ces contextes contribue au renforcement des stéréotypes racialisés et est clairement une problématique inhérente» (notre traduction) dans Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, «The Complexity of Violence: A Critical Analysis of Sexual Violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)», Nordiska Afrikainstitutet et The Nordic Africa Institute, p. 12.
33. Organisation mondiale de la santé (OMS), «Culture et santé mentale en Haïti : une revue de la littérature», Genève, OMS, 1<sup>er</sup> février 2010, p. 19. Disponible en ligne : [http://www.who.int/mental\\_health/emergencies/culture\\_mental\\_health\\_haiti\\_fr.pdf](http://www.who.int/mental_health/emergencies/culture_mental_health_haiti_fr.pdf).
34. Danièle Magloire et Olga Benoit, *Op. cit.*
35. Entrevue avec Rose Anne Auguste, directrice et fondatrice de l'Association Aprosifa et de la *Klinik Sante Fanm*, *Op. cit.*
36. Ibid.
37. «Pendant que d'autres formes de violences et d'abus sont commises à large échelle, ce sont les violences sexuelles qui attirent la part du lion de l'attention, spécialement auprès des observateurs étrangers. Un nombre incalculable de rapports, d'articles de journaux, de vidéos et de documentaires ont été dédiés à cet enjeu, qui a été décrit comme "la monstruosité du siècle" [...]» (notre traduction) dans Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, *Ibid.*, p. 7.
38. Entrevue avec Yolette Jeanty, directrice de *Kay Fanm*, *Op. cit.*